

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CONDITION FÉMININE**

ARRETE n° 1035 CM du 16 septembre 1992 portant attribution définitive des actions détenues par le territoire à la S.A.R.L. Jus de fruits de Moorea/Teva (J.F.M.T.).

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-111 AT du 17 octobre 1991 fixant le cadre des modalités de cession des actions détenues par le territoire dans les sociétés commerciales ;

Vu la délibération n° 92-70 AT du 30 avril 1992 portant création d'une commission de contrôle de la privatisation des unités de transformation des fruits ;

Vu l'arrêté n° 792 CM du 15 juillet 1992 modifié portant approbation de la procédure de privatisation de la S.A. Teva et de la S.A. Jus de fruits de Moorea et du dossier d'appel d'offres correspondant ;

Vu l'arrêté n° 1004 CM du 26 août 1992 portant attribution des actions des sociétés S.A. Teva et S.A. Jus de fruits de Moorea mises en vente par le territoire ;

Vu les procès-verbaux en date du 9 septembre 1992 des conseils d'administration de la S.A. Teva et de la S.A. Jus de fruits de Moorea ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 septembre 1992,

Arrête :

Article 1er.— Les actions mises en vente par le territoire selon la procédure définie par l'arrêté n° 792 CM du 15 juillet 1992 modifié susvisé, sont attribuées définitivement à la S.A.R.L. Jus de fruits de Moorea/Teva (J.F.M.T.).

Art. 2.— Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine et le ministre des finances et des réformes administratives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 1992.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre de l'agriculture, de l'environnement
et de la condition féminine,*
Haamoetini LAGARDE.

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 1036 CM du 16 septembre 1992 habilitant le Président du gouvernement à signer les documents de formalisation de la privatisation des unités de transformation de fruits.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'environnement et de la condition féminine,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-111 AT du 17 octobre 1991 fixant le cadre des modalités de cession des actions détenues par le territoire dans les sociétés commerciales ;

Vu la délibération n° 92-70 AT du 30 avril 1992 portant création d'une commission de contrôle de la privatisation des unités de transformation des fruits ;

Vu l'arrêté n° 792 CM du 15 juillet 1992 modifié portant approbation de la procédure de privatisation de la S.A. Teva et de la S.A. Jus de fruits de Moorea et du dossier d'appel d'offres correspondant ;

Vu l'arrêté n° 1004 CM du 26 août 1992 portant attribution des actions des sociétés S.A. Teva et S.A. Jus de fruits de Moorea mises en vente par le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1035 CM du 16 septembre 1992 portant attribution définitive des actions détenues par le territoire à la S.A.R.L. Jus de fruits de Moorea/Teva (J.F.M.T.) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 septembre 1992,

Arrête :

Article 1er.— Le Président du gouvernement est habilité à signer les documents de formalisation de la privatisation des unités de transformation des fruits, approuvés par l'arrêté n° 792 CM du 15 juillet 1992 modifié :

- protocole d'accord ;
- cahier des charges ;
- convention de garantie ;
- bordereau de transmission des actions.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 1992.
Gaston FLOSSE.